

2021 Cahier de transition du Ministre

Cat. No. R108-12/2021F-PDF (French)
ISBN 978-0-66041072-2

Table des matières

Section 1 – Vue d’ensemble de l’organisation	3
• Coup d’œil sur CanNor	
• Priorités stratégiques de CanNor	
• Agences de développement régional	
• Principaux programmes de subventions et de contributions :	
○ Programmes propres à CanNor	
○ Soutien temporaire pendant la pandémie de COVID-19	
○ Programmes nationaux offerts par CanNor	
Section 2 – Aperçu des territoires	8
• Aperçu panterritorial :	
○ Principaux facteurs et défis	
• Profils des territoires	
Section 3 – Principaux partenaires de CanNor	18
• Ministères fédéraux	
• Ministères des gouvernements territoriaux	
• Organisations de gouvernance autochtones	
• Organisations du secteur privé	
Section 4 – Programme de CanNor pour 2021-2022	23
• Dans l’immédiat et à moyen terme	
○ Programmes d’une durée déterminée	
○ Grands projets à l’étude	
• Contacts proposés	
○ Premiers appels	
○ Sélection d’activités ou d’engagements clés pour une participation ministérielle possible	

Section 1 – Vue d'ensemble de l'organisation

Qui nous sommes...

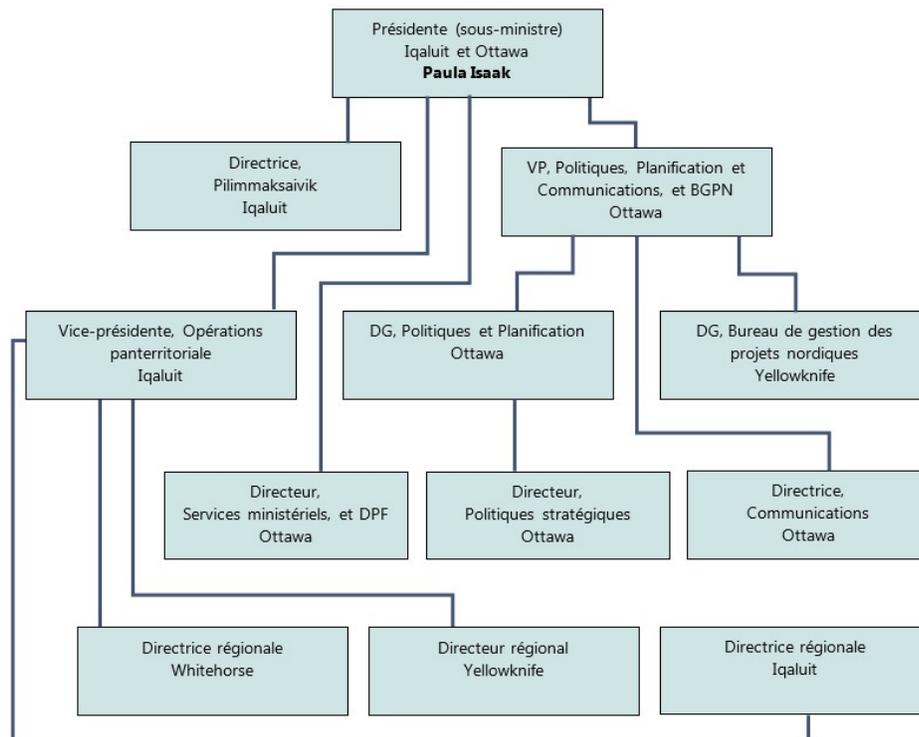
Notre principale responsabilité est de soutenir les conditions propices à une économie durable, diversifiée et novatrice en collaboration avec les habitants du Nord et les Autochtones, les entreprises, les organisations et d'autres ministères fédéraux et ordres de gouvernement.

CanNor a des bureaux dans l'ensemble des territoires et à Ottawa, où elle promeut les intérêts des habitants du Nord et des peuples autochtones grâce à ses nombreuses activités, notamment la prestation de programmes, l'élaboration de politiques, la recherche et les données et le soutien accordé à des études d'impact efficaces et transparentes pour les grands projets de ressources et d'infrastructure.

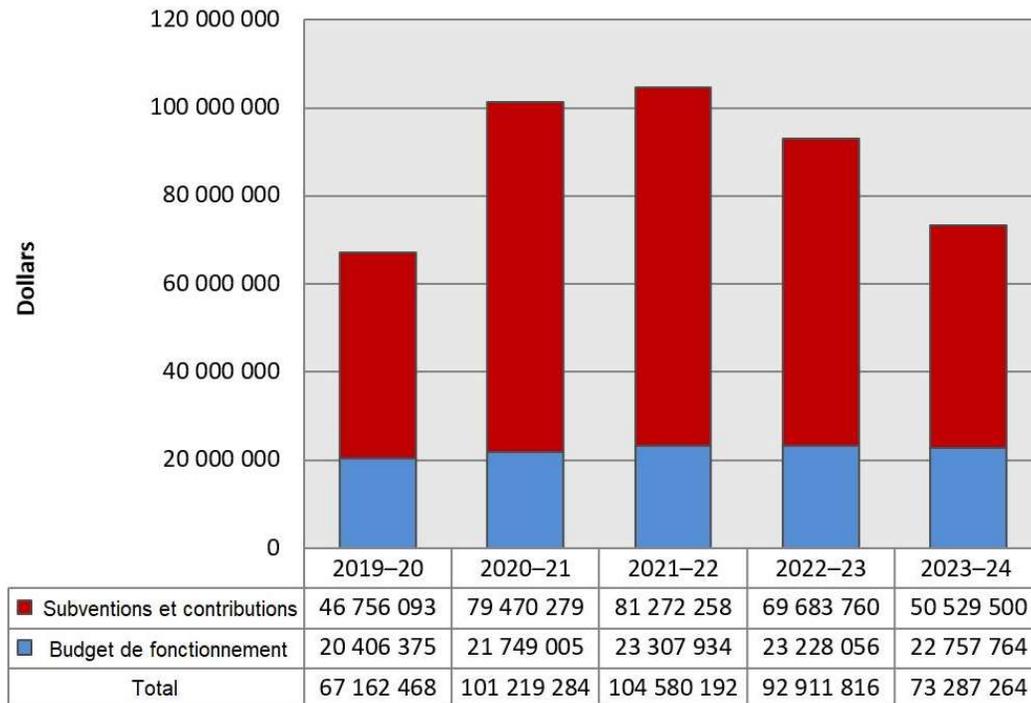


L'administration centrale de l'Agence est située à Iqaluit (photo ci-dessus), et des bureaux régionaux sont établis à Whitehorse et à Yellowknife. L'Agence a aussi un bureau de liaison à Ottawa.

Organigramme



Dépenses ministérielles prévues



(les montants comprennent les investissements prévus dans le budget de 2021)

Les activités de CanNor sont organisées dans quatre secteurs à l'appui des priorités territoriales :

Opérations

- Mettre en œuvre les programmes de subventions et de contributions de CanNor au moyen de processus continus et ciblés.
- Mener des activités de sensibilisation et d'orientation pour appuyer l'accès des clients aux services de développement économique, aux programmes et aux autres options de financement au sein de CanNor et dans l'ensemble du gouvernement.

Bureau de gestion des projets nordiques (BGPN)

- Assurer l'efficacité des processus fédéraux d'examen environnemental pour les projets de mise en valeur des ressources et d'infrastructure proposés dans les territoires en coordonnant la participation des ministères fédéraux à tous les processus d'évaluation environnementale des grands projets dans le Nord.
- Fournir des services de gestion des enjeux et d'orientation relativement aux évaluations environnementales pour les organisations autochtones et les promoteurs de l'industrie.
- Superviser et coordonner les consultations de la Couronne relativement aux grands projets.

Politique et défense des intérêts

- Fournir des conseils stratégiques et en matière de politiques de programme en ce qui concerne le développement économique, la diversification et les possibilités dans le Nord.
- Défendre les intérêts économiques du Nord à l'intérieur et à l'extérieur du gouvernement, y compris dans les forums internationaux.

- Apporter une perspective du Nord fondée sur des données probantes à l'ensemble des politiques et des décisions fédérales, en s'appuyant sur la recherche et l'analyse, et des relations de travail étroites avec les principaux intervenants, partenaires et autres ministères.

Pilimmaksaivik (Centre fédéral d'excellence pour l'emploi des Inuits au Nunavut)

- CanNor accueille Pilimmaksaivik, qui a la responsabilité de coordonner une approche pangouvernementale visant à bâtir une fonction publique fédérale représentative au Nunavut, comme le décrit l'article 23 de l'Accord du Nunavut. L'article 23 énonce l'engagement à employer des Inuits au Nunavut à un niveau correspondant à leur représentation démographique (c.-à-d. environ 85 %).
- Pilimmaksaivik s'efforce d'atteindre cet objectif en réduisant les obstacles au recrutement, en concevant et en offrant de la formation sur les compétences culturelles et en coordonnant les activités de mieux-être en milieu de travail.

Priorités stratégiques de CanNor

En 2019, CanNor a élaboré une Stratégie de croissance panterritoriale qui sert de feuille de route pour des économies robustes et inclusives dans les territoires du Canada. Éclairée par une série d'activités de mobilisation menées auprès d'un large éventail de personnes, de collectivités et d'organisations, la Stratégie de croissance est également harmonisée avec le Cadre stratégique pour l'Arctique et le Nord, qui a été publié par Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord en 2019.

Avec le soutien et la collaboration de partenaires fédéraux et du Nord, les objectifs de CanNor sont guidés par les quatre domaines d'action interreliés de la Stratégie de croissance :



Main d'œuvre qualifiée

Renforcer la main-d'œuvre dans le Nord et fournir aux habitants du Nord les outils, les compétences et l'expérience dont ils ont besoin pour réussir sur le marché du travail, aujourd'hui et demain.



Investissements dans l'infrastructure et développement de l'infrastructure

Tirer parti des investissements à venir et de l'exploitation continue des grands projets d'infrastructure pour maximiser les possibilités économiques locales et régionales.



Mise en valeur des ressources

Appuyer le développement durable des secteurs des mines et de l'énergie, tout au long du cycle de développement, de manière à accroître la capacité communautaire, à maximiser les emplois et la richesse dans les territoires et à produire des retombées économiques positives dans les collectivités.

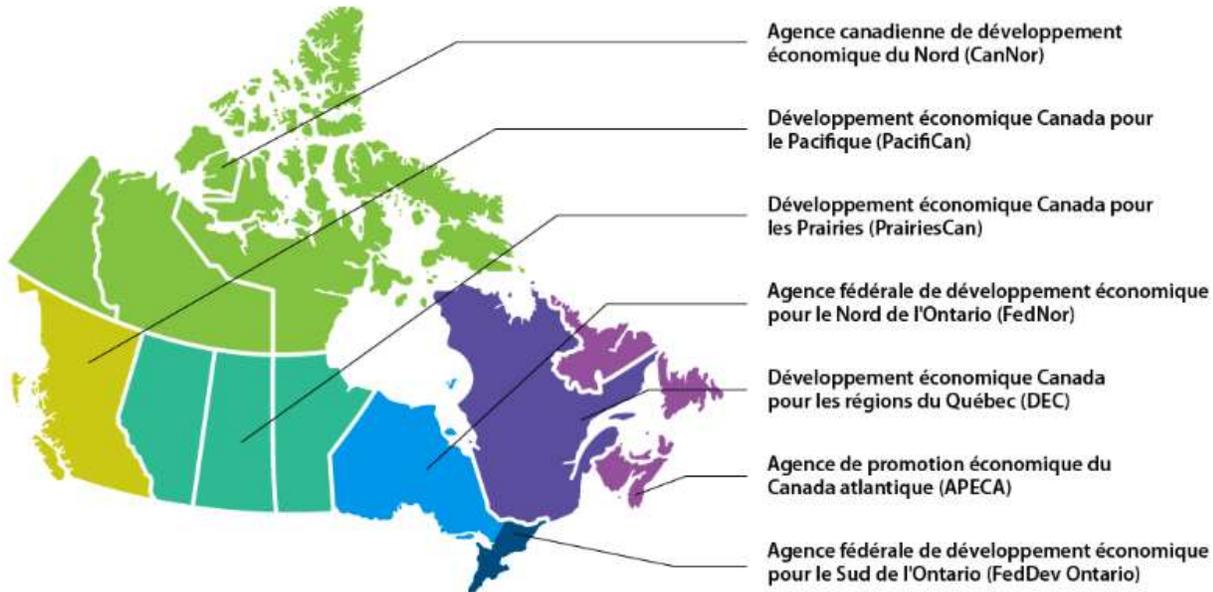


Diversification et innovation

Favoriser la croissance durable d'autres secteurs économiques en mettant l'accent sur le renforcement de l'entrepreneuriat et l'innovation dans le Nord.

CanNor et les agences de développement régional du Canada

CanNor est l'une des sept agences de développement régional (ADR) qui travaillent à faire progresser et à diversifier les économies régionales.



Principaux programmes de subventions et de contributions

Les programmes de subventions et de contributions de CanNor fournissent du financement pour appuyer le développement de secteurs économiques clés comme le développement communautaire et commercial, l'extraction minière, le tourisme, les pêches et les industries culturelles.

En menant des activités de rayonnement et d'orientation par l'intermédiaire de bureaux dans chaque territoire, CanNor améliore le soutien offert aux clients qui explorent les services et les programmes de développement économique disponibles pour les aider. L'Agence cherche aussi et tire parti de façon proactive d'autres sources de financement à l'échelle du gouvernement, et elle oriente et met en contact les clients qui veulent avoir accès à d'autres options de financement.

Programmes propres à CanNor * Montants des subventions et des contributions uniquement.

- *Inclusion diversifiée et évolution économique dans le Nord (IDEENord)* :
Le programme soutient les investissements de base pour faire progresser la croissance économique, l'expansion des entreprises et l'infrastructure économique.
18,2 M\$* par année en permanence; 60 M\$* sur cinq ans.
- *Programme d'opportunités économiques pour les Autochtones du Nord (POEAN)* :
Le programme soutient le développement des collectivités et des entreprises autochtones.
10,8 M\$* par année en permanence.
- *Fonds des initiatives pour les communautés nordiques isolées (FICNI)* :
Le fonds soutient les projets dirigés par les communautés portant sur la production d'aliments

* Montants des subventions et des contributions uniquement.

locaux et autochtones.

12,5 M\$* sur cinq ans.

- *Programme d'éducation de base des adultes du Nord (PEBAN) :*

Le programme permet d'améliorer la littératie et les compétences en milieu de travail.

4,5 M\$* par année.

Soutien temporaire pendant la pandémie de COVID-19

- Le *Fonds de soutien aux entreprises du Nord (FSEN)* et le *Fonds d'aide et de relance régionale (FARR)* ont fourni une aide directe d'environ 31,4 millions de dollars* aux PME des territoires pendant la pandémie. Ces fonds remboursaient les frais fixes d'entreprises forcées de réduire leurs activités en raison des mesures de santé publique. De plus, le FSEN et le FARR ont fourni une aide indirecte d'environ 11,8 millions de dollars* par l'entremise des réseaux de développement des collectivités.

Programmes nationaux offerts dans les territoires par CanNor

- *Croissance économique régionale par l'innovation (CERI) :*
Soutient le développement des écosystèmes d'innovation régionaux et l'expansion des entreprises.
2,1 M\$* sur cinq ans.
- *Fonds pour l'emploi et la croissance (FEC) :*
Soutient la transition vers une économie verte, favorise une relance inclusive et augmente la compétitivité.
20,2 M\$* sur trois ans.
- *Fonds canadien de revitalisation des communautés (FCRC) :*
Aide à stimuler les économies locales, à créer des emplois et à améliorer la qualité de vie des Canadiens d'un océan à l'autre.
15,1 M\$* sur deux ans.
- *Fonds d'aide au tourisme (FAT) :*
Aide les entreprises touristiques locales à adapter leurs produits et services en fonction des mesures de santé publique, soutient leur rétablissement et les place sur la voie de la croissance.
6 M\$* sur deux ans.
- *Initiative pour le transport aérien régional (ITAR) :*
Aide à faire en sorte que l'écosystème régional du transport aérien demeure opérationnel et s'adapte aux nouvelles réalités de la pandémie pour soutenir les entreprises et les collectivités.
2,5 M\$* sur deux ans.
- *Stratégie pour les femmes en entrepreneuriat (SFE) :*
Soutient les entreprises dirigées par des femmes.
2,8 M\$ sur cinq ans.
- *Programme pour l'entrepreneuriat des communautés noires[†] (PECN) :*
Aide les propriétaires d'entreprise et les entrepreneurs noirs du Canada à faire croître leur entreprise.
[†] FedDev Ontario administre ce programme pour les territoires avec l'appui de CanNor; CanNor n'a pas reçu de fonds réservés.
350,8 M\$ sur quatre ans pour l'ensemble des ADR.

* Montants des subventions et des contributions uniquement.

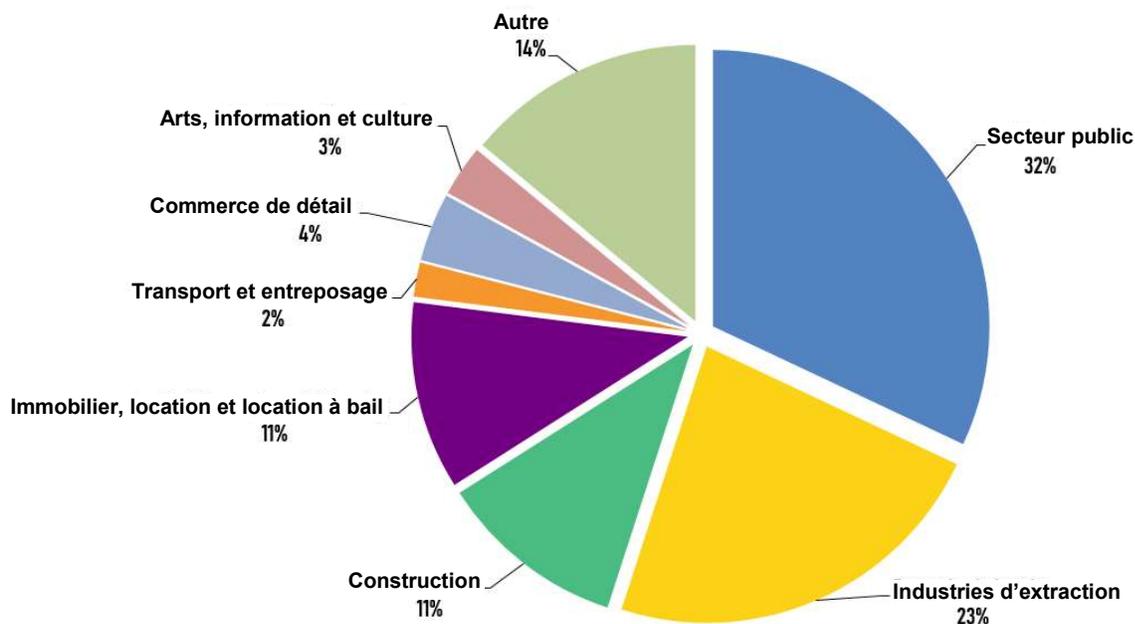
Section 2 – Aperçu des territoires

Aperçu panterritoriale

Le Nunavut, les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon représentent 40 % de la masse terrestre du Canada; leur population s'élève à 127 000 personnes, dont plus de la moitié sont autochtones, et 60 % ont de moins de 40 ans.

- Le secteur des ressources demeure une pierre angulaire de l'économie du Nord. L'industrie minière est toujours le plus grand contributeur du secteur privé à l'économie des territoires; son apport représentait environ 23 % du PIB en 2020 et devrait dépasser 28 % d'ici 2024. Cependant, il existe des possibilités de croissance dans l'économie océanique, les secteurs alimentaires, l'économie du savoir et les secteurs culturels et traditionnels.
- Les territoires sont inexplorés pour ce qui est des minéraux, ce qui a pourrait apporter des avantages économiques régionaux importants, favoriser la participation des Autochtones et l'approvisionnement en minéraux essentiels à la sécurité économique du Canada et à la transition vers une économie à faibles émissions de carbone.
- Une grande partie du potentiel des ressources minières du Canada se trouve dans les territoires, et jusqu'à 76 % des projets au nord du 60^e parallèle ne sont pas mis en valeur. Les ressources inexploitées comprennent des réserves de pétrole, estimées à 18,3 milliards de barils au Nunavut, à 1,2 milliard de barils dans les Territoires du Nord-Ouest, et à 900 millions de barils au Yukon. Les ressources en gaz naturel sont estimées à 181,4 billions de pieds cubes au Nunavut, à 16,4 billions de pieds cubes dans les Territoires du Nord-Ouest et à 8 billions de pieds cubes au Yukon.

PIB par secteur, Yukon/T.N.-O./Nunavut combinés

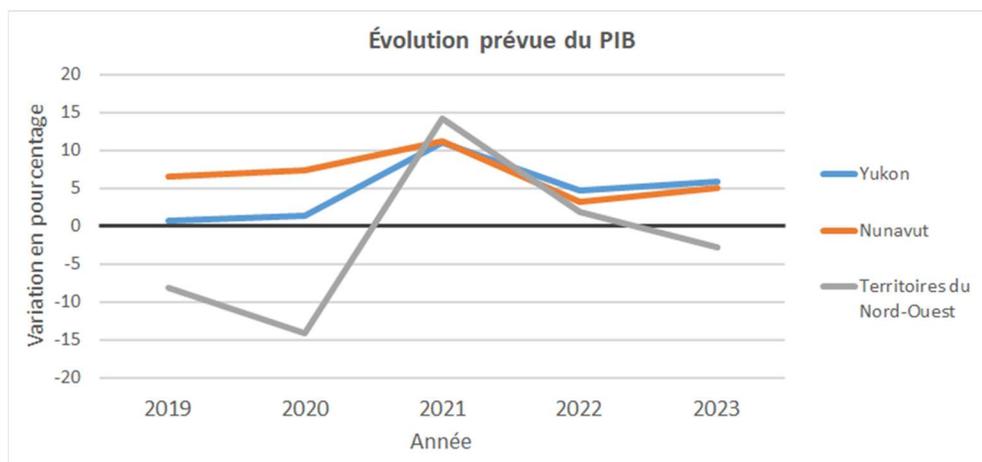


Source : Statistique Canada, 2020

- Le développement et la croissance économiques dans l'ensemble des territoires sont difficiles en raison d'une population clairsemée et répartie sur un large territoire, d'un important manque d'infrastructures, des lacunes dans les compétences, des changements climatiques, des coûts de l'énergie, de la vie et d'exploitation élevés, et des ralentissements cycliques liés aux fluctuations dans les activités de développement des ressources.
- Dans l'ensemble, les perspectives à court terme sont favorables, malgré le déclin persistant des activités d'investissement dans l'exploration minière et la fermeture prévue de mines de diamants dans les Territoires du Nord-Ouest. La croissance au Yukon et au Nunavut est alimentée par le secteur minier.

Répercussions de la COVID-19

- Les territoires ont été protégés des pires répercussions économiques de la pandémie de COVID-19, car les restrictions de déplacement et les périodes d'isolement ont contribué à réduire au minimum l'introduction du virus et à garder les économies internes des territoires généralement ouvertes tout au long de la pandémie.



Source : Conference Board du Canada, 2021

- En 2020, le Nunavut et le Yukon ont été les deux seules administrations au Canada à enregistrer un taux de croissance positif du PIB, principalement en raison de l'augmentation de la production minière et du secteur public relativement important.
- Le secteur des transports et les industries liées au tourisme, comme les services d'hébergement et de restauration, ont été durement touchés et ont eu besoin d'importantes subventions fédérales et territoriales pour se maintenir à flot.

Soutien de CanNor dans la lutte contre la COVID-19

- Par l'entremise du *Fonds de soutien aux entreprises du Nord (FSEN)* et du *Fonds d'aide et de relance régionale (FARR)*, CanNor a offert du soutien direct à plus de 560 PME territoriales jusqu'à la fin de 2020-2021 en fournissant environ 31,4 millions de dollars en aide et en financement de rétablissement. Ce financement a permis de maintenir environ 1 685 emplois dans les territoires, des emplois qui auraient pu être perdus autrement.

Gouvernance

- Le Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut reçoivent leur pouvoir législatif – la capacité de créer des lois – du gouvernement fédéral.
- Dans le cadre d'un processus de transfert des responsabilités, les gouvernements territoriaux ont autorité sur l'éducation publique, la santé et les services sociaux, ainsi que sur l'administration de la justice et les administrations municipales.
- Le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest ont acquis le contrôle de leurs terres et de leurs ressources grâce aux ententes de transfert de responsabilités en 2003 et en 2014, respectivement. Le Nunavut est en train de négocier une entente de transfert des responsabilités pour les terres et les ressources.
- La majeure partie des régions du Nord territorial sont régies par des revendications territoriales modernes; ce sont des traités avec les peuples autochtones qui sont protégés par la Constitution et auxquels participent les gouvernements autochtones, fédéral et territoriaux. Les traités modernes sont des outils clés pour réaliser la réconciliation et établir de nouvelles relations de nation à nation, entre les Inuits et la Couronne, de gouvernement à gouvernement, fondées sur le respect, la coopération, le partenariat et la reconnaissance des droits.
- Les revendications territoriales modernes comprennent des dispositions sur la gouvernance en cogestion (fédérale, territoriale et autochtone) pour la gestion des terres et des ressources, et pour l'évaluation environnementale globale (EE) des grands projets.

CanNor appuie la réconciliation économique

CanNor collabore avec les collectivités autochtones afin d'accroître leur capacité de participer aux possibilités économiques et d'en tirer parti. Par le truchement du Programme d'opportunités économiques pour les Autochtones du Nord (POEAN), CanNor a été en mesure de verser environ 6,5 millions de dollars à 23 communautés autochtones des territoires dans le cadre de 40 projets afin d'améliorer l'infrastructure économique, de créer des emplois et d'améliorer les conditions du développement économique communautaire.

De plus, les bénéficiaires autochtones représentent environ 70 % des programmes de CanNor.

Principaux facteurs et défis

Infrastructure

- Le manque d'infrastructures, notamment en ce qui concerne le transport et les télécommunications, est un défi majeur pour la croissance économique des territoires. Seulement 1 % du réseau routier canadien se trouve dans les territoires.
- Les défis inhérents, comme le climat, l'éloignement et la dépendance à l'égard des combustibles fossiles, entraînent des coûts de construction et d'entretien plus élevés et une augmentation du temps de construction dans le Nord. De plus, les changements climatiques menacent l'infrastructure existante, car le dégel du pergélisol a des répercussions directes sur l'intégrité des fondations des bâtiments, des routes, des pistes et des oléoducs ainsi que sur la saison des routes d'hiver écourtée.

- Les déficits d'infrastructure diffèrent d'un territoire à l'autre, p. ex., toutes les collectivités du Nunavut et plusieurs collectivités des Territoires du Nord-Ouest dépendent exclusivement du transport maritime ou de l'aviation, alors que le Yukon dispose d'un réseau routier bien développé avec des points d'accès à la Colombie-Britannique et à l'Alaska.
- Bien que de nouveaux développements importants se profilent à l'horizon, le manque d'accès à des services Internet haute vitesse à large bande fiables et abordables constitue un obstacle à la participation des habitants du Nord à l'économie numérique et limite l'accès aux services essentiels comme les soins de santé, l'éducation, le gouvernement, la sécurité publique et les services bancaires.

Soutien de CanNor à l'infrastructure

En 2020-2021, le programme IDEENord de CanNor a accordé 15,1 millions de dollars à 72 projets dans les territoires, dont 7,2 millions de dollars à 16 projets d'infrastructure à petite échelle. Ces projets ont soutenu diverses industries et entreprises du Nord, allant de l'infrastructure polyvalente à l'énergie propre.

Infrastructure de transport dans le Nord

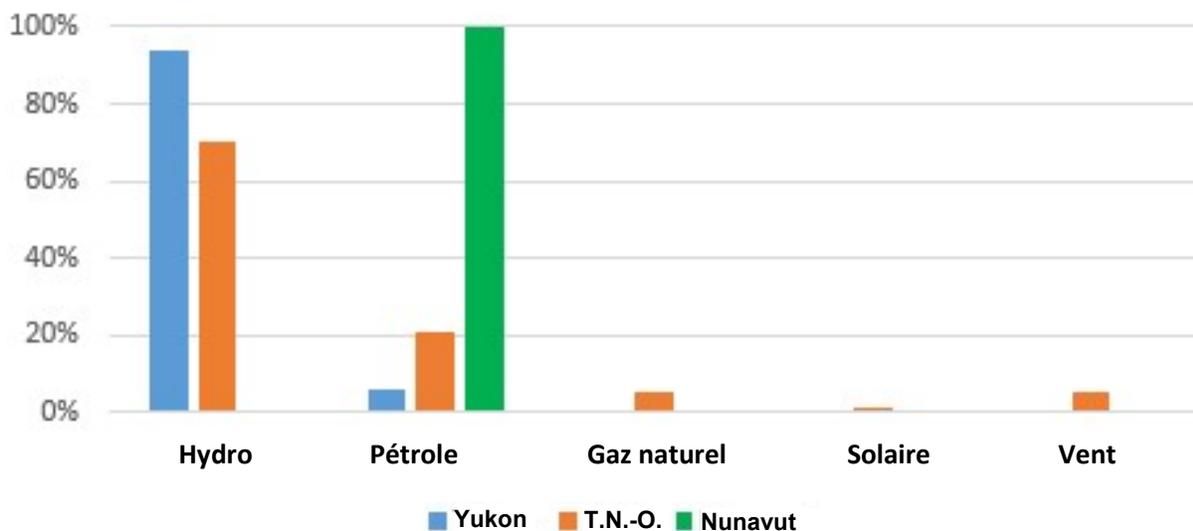


Source : Carte produite par la Bibliothèque du Parlement, 2019.

Énergie

- Le diesel continue d'être une importante source d'énergie à l'échelle des collectivités dans l'ensemble des territoires, malgré les efforts déployés pour adopter des technologies énergétiques propres. L'énergie diesel est plus chère et produit plus d'émissions de gaz à effet de serre que l'électricité reliée au réseau et augmente considérablement le coût pour les ménages et l'industrie. Les énergies propres et renouvelables comme celles produites par les projets d'énergie de la biomasse contribuent à remplacer le diesel, à réduire les impacts environnementaux et à améliorer les conditions socioéconomiques. Il faudra investir davantage dans ces technologies pour permettre aux collectivités et à l'industrie de réduire leur empreinte carbone.

Production territoriale d'électricité par source d'énergie



Source : Régie de l'énergie du Canada, 2018

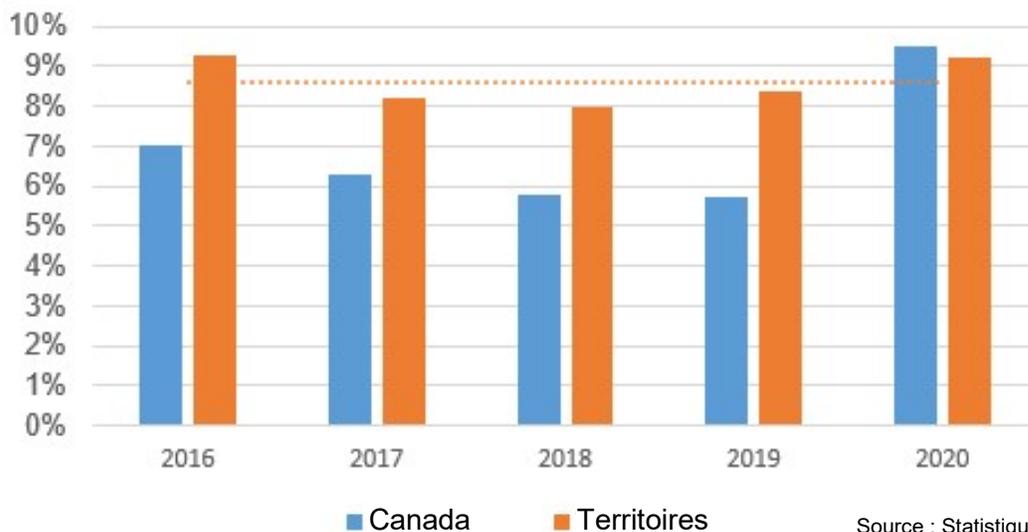
Soutien de CanNor à l'énergie propre

En 2020-2021, CanNor a appuyé 10 projets qui favorisent la transition vers une économie plus verte, appuient l'atténuation des émissions de gaz à effet de serre et le développement et l'adoption de produits de technologies propres et favorisent la transformation verte et l'adaptation des PME. Par exemple, à Whitehorse, au Yukon, CanNor a investi 3 millions de dollars dans le parc éolien de Haeckel Hill pour accroître la disponibilité de l'énergie renouvelable et réduire la dépendance locale à l'égard du diesel. Environ 75 nouveaux emplois seront créés grâce au projet.

Emplois/Compétences

- Les lacunes actuelles sur le plan des compétences dans le Nord limitent la capacité des habitants du Nord à tirer parti des possibilités cruciales de croissance économique.
- Les obstacles à une participation accrue de la population active comprennent le peu de programmes et d'installations de formation et d'enseignement postsecondaire dans le Nord, l'accès limité à des moyens de transport abordables, les possibilités d'emploi limitées et l'offre restreinte de services qui améliorent l'emploi, comme les services de garde.

Taux de chômage

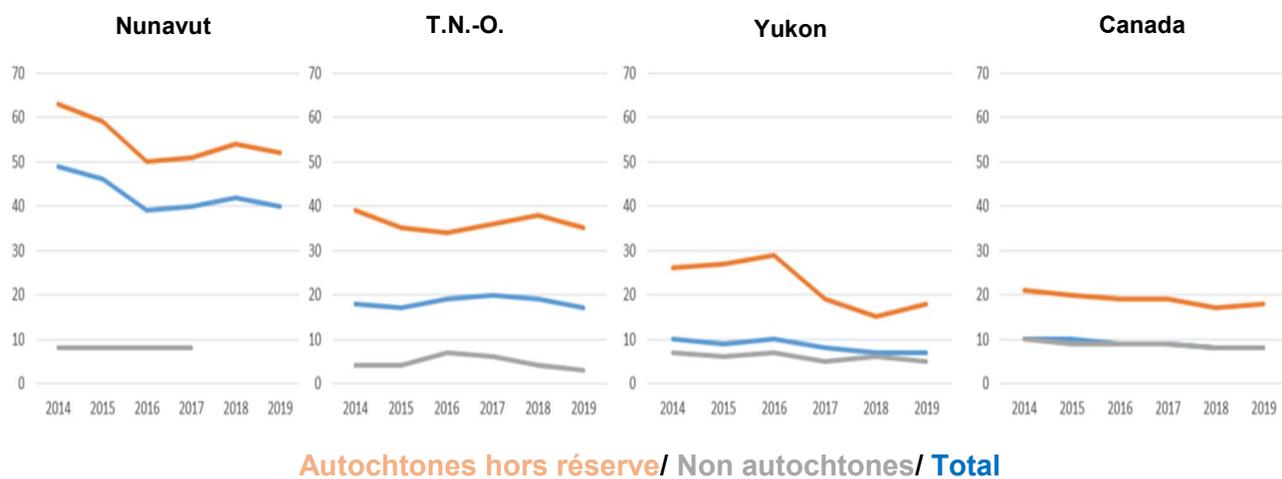


- Le faible niveau de scolarité des populations autochtones – 50 % des Autochtones n'ont pas terminé leurs études secondaires, comparativement à 11 % de la population non autochtone – et un taux de chômage élevé chez les adultes autochtones sont de facteurs clés à l'origine du besoin de perfectionnement des compétences dans les territoires. En juin 2020, 18,6 % de la population autochtone adulte territoriale était sans emploi, comparativement à 3,4 % de la population non autochtone.

Soutien de CanNor à l'éducation et à l'emploi des Autochtones

CanNor a un certain nombre de programmes qui appuient une plus grande inclusion économique des habitants autochtones du Nord, notamment le Programme d'éducation de base des adultes du Nord (PEBAN). Le PEBAN est un programme d'aide à l'éducation conçu pour aider les résidents du Nord adultes à recevoir une formation ciblée qui les aidera à participer plus activement au marché du travail. Le programme est offert par l'Université du Yukon, le Collège Aurora et le Collège de l'Arctique du Nunavut. En 2020-2021, CanNor a versé 4,5 millions de dollars à ces établissements afin qu'ils puissent offrir un programme d'études amélioré et culturellement approprié qui répond aux besoins des Autochtones et des non-Autochtones du Nord, en vue d'augmenter la disponibilité de main-d'œuvre qualifiée dans l'ensemble des territoires.

Population âgée de 25 à 64 sans diplôme d'études secondaires (2014-2019)



Source : Statistique Canada, 2019

- Un élément distinctif des territoires est la présence d'une économie mixte, où des particuliers dépendent des formes d'économie traditionnelles de la chasse, de la pêche et de la cueillette, et combinent ces activités avec une participation à l'économie fondée sur les salaires. En plus de procurer un avantage économique, les activités traditionnelles favorisent la continuité et la force culturelles de nombreux peuples autochtones du Nord.

Profils des territoires

Yukon

Gouvernance : système de partis	
État du transfert des responsabilités : autorité territoriale sur les terres et les ressources (2003)	
Superficie (km ²)	482 443
Pourcentage de la masse terrestre du Canada	4,8 %
Capitale territoriale	Whitehorse
Nombre de municipalités	17
Nombre de collectivités non desservies par des routes à l'année	1
Infrastructures aéronautique	32
Lignes de chemin de fer (km)	148
Démographie	
Population totale estimative (2021)	42 596
Âge médian de la population (2016)	39,5
Pourcentage de la population âgée de moins de 15 ans (2016)	17,5 %
Pourcentage de la population âgée de plus de 65 ans (2016)	11,9 %
Population autochtone (2016) (pourcentage de la population du territoire)	8 195 (23,3 %)
Nombre de langues autochtones	8



Possibilités

- Le tourisme est une industrie en pleine croissance qui présente un grand potentiel de partenariat.
- Le réseau routier est bien développé et comprend des points d'accès à la Colombie-Britannique, à l'Alaska et à une autoroute toutes saisons qui traverse le cercle arctique.
- En 2020, le Collège du Yukon est officiellement devenu l'Université du Yukon, la première université des territoires.
- Le taux de chômage prévu est inférieur à 4 % avec forte croissance des salaires.
- La valeur de la production minérale a quintuplé en 2020 en raison des nouvelles mines et de l'augmentation de la production de cuivre et d'or. D'autres projets de mines à l'horizon stimuleront la croissance à long terme.

Défis

- La pénurie de main-d'œuvre en partie attribuable à l'évolution démographique de la population active.
- L'accès aux grands marchés financiers est limité comparativement aux provinces.

Territoires du Nord-Ouest

Gouvernance : consensus	
État du transfert des responsabilités : autorité territoriale sur les terres et les ressources (2014)	
Superficie (km ²)	1 346 106
Pourcentage de la masse terrestre du Canada	13,5 %
Capitale territoriale	Yellowknife
Nombre de municipalités	33
Nombre de collectivités non desservies par des routes à l'année	18*
Infrastructures aéronautique	56
Lignes de chemin de fer (km)	121
Démographie	
Population totale estimative (2021)	44 991
Âge médian de la population (2016)	34,0
Pourcentage de la population âgée de moins de 15 ans (2016)	21,2 %
Pourcentage de la population âgée de plus de 65 ans (2016)	7,7 %
Population autochtone (2016) (pourcentage de la population du territoire)	20 860 (50,7 %)
Nombre de langues autochtones	11



Territoires du Nord-Ouest



Possibilités

- De nouvelles infrastructures (p. ex., routes, électricité) peuvent stimuler de nouveaux projets de développement économique.
- Il existe des possibilités dans le secteur des minéraux essentiels et de l'économie d'assainissement.

Défis

- Les perspectives économiques à long terme s'estompent en raison de la baisse de production des mines de diamants (p. ex., la majorité de la production devrait ralentir d'ici 2030) et des investissements dans l'exploration minière.
- La main-d'œuvre diminue en raison de l'exode et de l'évolution démographique de la population active.
- Les changements climatiques affectent les routes saisonnières nécessaires à l'exploitation minière (c.-à-d. les saisons où il y a des routes de glace instables).

Nunavut

Gouvernance : consensus	
État du transfert des responsabilités : autorité fédérale sur les terres et les ressources	
Superficie (km ²)	2 093 190
Pourcentage de la masse terrestre du Canada	21 %
Capitale territoriale	Iqaluit
Nombre de municipalités	25
Nombre de collectivités non desservies par des routes à l'année	25
Infrastructures aéronautique	36
Lignes de chemin de fer (km)	0
Démographie	
Population totale estimative (2021)	39 536
Âge médian de la population (2016)	25,1
Pourcentage de la population âgée de moins de 15 ans (2016)	32,5 %
Pourcentage de la population âgée de plus de 65 ans (2016)	3,8 %
Population autochtone (2016) (pourcentage de la population du territoire)	30 550 (85,9 %)
Nombre de langues autochtones	2



Possibilités

- La force du secteur de la production minière sera le pivot de la croissance économique à court et à moyen terme.
- Avec des compétences et de la formation, la vaste population de jeunes pourrait répondre aux besoins futurs en matière de main-d'œuvre.
- Le secteur touristique est en pleine croissance en raison de la hausse des visites de navires de croisière.

Défis

- Les infrastructures limitées, comme le manque de transport routier et les services à large bande dont la vitesse de téléchargement est inférieure à 50 Mo/s, augmentent le coût de la vie et des activités commerciales.
- Le taux de chômage est élevé, en particulier à l'extérieur de la capitale territoriale.
- Les nouveaux emplois créés dans l'industrie minière du Nunavut iront principalement à des non-résidents en raison de la pénurie de compétences minières particulières dans la population résidente.

Section 3 – Nos partenaires

Principaux partenaires fédéraux

Au total, 25 ministères et organismes fédéraux offrent des programmes et du financement et participent à l'élaboration de politiques dans les territoires. La collaboration entre les ministères fédéraux, les territoires et les groupes autochtones aide CanNor à tirer parti des immenses possibilités du Nord et à stimuler la croissance économique. Cette approche collaborative permet l'intégration des considérations économiques, sociales, culturelles et environnementales.

Principaux homologues territoriaux

Chaque territoire désigne des ministres et des structures ministérielles à l'appui du développement économique. CanNor collabore avec des ministères clés des gouvernements territoriaux pour appuyer le développement économique. Vos principaux homologues sont les suivants :

Gouvernement du Nunavut

David Akeeagok – ministre du Développement économique et des Transports*

- Mandat : Travailler en partenariat pour aider les Nunavummiut (habitants du Nunavut) à stimuler et à renforcer l'économie et assurer la circulation sécuritaire et efficace des personnes, des marchandises et des connaissances.

* Changement ministériel possible après les élections au Nunavut du 25 octobre 2021.

Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest

Caroline Wawzonek – ministre de l'Industrie, du Tourisme et de l'Investissement

- Mandat : Promouvoir l'autonomie économique au moyen d'initiatives de financement, de soutien et de marketing conçues pour favoriser un environnement économique positif dans le cadre de deux priorités stratégiques : le développement économique et les mines et ressources pétrolières.

Gouvernement du Yukon

Ranj Pillai – ministre du Développement économique, ministre du Tourisme et de la Culture, ministre responsable de la Société d'habitation du Yukon et ministre responsable de la Société des alcools du Yukon et de la Commission des loteries du Yukon

- Mandat : Développer une économie florissante, prospère et diversifiée en travaillant avec les Premières Nations, les partenaires du milieu des affaires et de l'industrie, ainsi que le gouvernement fédéral et les administrations municipales à la faveur d'investissements visant à appuyer la création d'emplois durables, l'innovation, des possibilités d'investissement accrues, l'expansion du marché et la croissance des entreprises et de l'industrie.

Organisations autochtones territoriales

Ce qui distingue le Nord de la plupart des autres régions du pays, c'est le rôle important joué par les entreprises autochtones dans l'économie, en particulier les sociétés autochtones de développement économique, qui comptent parmi les plus grandes entreprises ayant leur siège social dans les territoires. Ces sociétés font partie d'un nombre croissant d'entreprises sociales dans le Nord à la recherche de gains économiques et sociaux.

La liste suivante d'organisations autochtones représente la majorité des peuples autochtones des territoires. (Veuillez noter que cette liste n'est pas exhaustive.)

Nunavut

Nunavut Tunngavik Incorporated
Aluki Kotierk – présidente

- Nunavut Tunngavik Incorporated (NTI) veille à ce que les promesses faites dans le cadre de l'Accord du Nunavut soient tenues, coordonne et gère les responsabilités des Inuits énoncées dans l'Accord et veille à ce que les gouvernements fédéral et territorial s'acquittent de leurs obligations.

Association inuite de Kivalliq
Kono Tattuinee – président

- L'Association inuite de Kivalliq (AIK) est l'organisation inuite désignée (OID) qui représente les intérêts des Inuits vivant dans la région de Kivalliq. Elle administre et surveille certaines dispositions de l'Accord définitif du Nunavut dans la région et fait la promotion de leur bien-être économique, social, politique et culturel.

Association inuite du Kitikmeot
Stanley Anablak – président

- L'Association inuite du Kitikmeot (AIK) est l'OID qui représente les intérêts des Inuits vivant dans la région du Kitikmeot. Elle administre et surveille certaines dispositions de l'Accord définitif du Nunavut dans la région et fait la promotion de leur bien-être économique, social, politique et culturel.

Association inuite de Qikiqtani
Olayuk Akesuk – président par intérim

- L'Association inuite de Qikiqtani (AIQ) est l'OID qui représente les intérêts des Inuits vivant dans la région de Qikiqtani. Elle administre et surveille certaines dispositions de l'Accord définitif du Nunavut dans la région et fait la promotion de leur bien-être économique, social, politique et culturel.

Inuit Tapiriit Kanatami
Natan Obed – président

- Représente 65 000 Inuits de l'Inuit Nunangat, ce qui comprend la région désignée des Inuvialuit dans les Territoires du Nord-Ouest, le Nunavut, le Nunavik dans le Nord du Québec, le Nunatsiavut dans le Nord du Labrador et les régions visées par des revendications territoriales. Il s'agit d'un organisme national de défense des droits qui favorise la sensibilisation aux enjeux politiques, sociaux, culturels et environnementaux ayant une incidence sur les collectivités inuites.

Territoires du Nord-Ouest

Société régionale inuvialuite
Duane Ningaqsiq Smith – président

- Créée en 1984 pour gérer le règlement décrit dans la Convention définitive des Inuvialuit, la Société régionale inuvialuite représente les intérêts collectifs dans les relations avec les

gouvernements et le monde en général dans le but d'améliorer continuellement le bien-être économique, social et culturel des Inuvialuit.

Sahtu Secretariat Incorporated

Charles McNeely – président

- Organisation désignée du Sahtu ayant pour mandat d'aider ses membres et de leur permettre de participer à des audiences, évaluations des répercussions environnementales, examens de politiques ou examens législatifs, ou d'autres processus de prise de décisions ou d'examen qui ont trait aux intérêts et aux préoccupations environnementales ou économiques de ses membres.

Gouvernement du territoire de l'Akaitcho

Annie Boucher – directrice générale

- Le gouvernement du territoire de l'Akaitcho représente les intérêts environnementaux, sociaux, politiques, culturels et économiques collectifs des Premières Nations membres – Première Nation des Deninu Ku'e, Première Nation des Dénés Lutsel K'e, Première Nation de Smith's Landing et Première Nation des Dénés Yellowknives – Dettah/Ndilo.

Gouvernement Tłıchq

George Mackenzie – grand chef

- La Nation tlıchq a ratifié l'Accord Tłıchq en 2005, le premier accord combiné sur les revendications territoriales globales et l'autonomie gouvernementale dans les Territoires du Nord-Ouest, un traité moderne conclu avec le gouvernement du Canada. L'accord prévoit et définit certains droits relatifs aux terres, aux ressources et à l'autonomie gouvernementale.

Conseil tribal des Gwich'in

Kenny Kyikavichik – grand chef

- Le Conseil tribal des Gwich'in représente les participants gwich'in du delta du Mackenzie dans les Territoires du Nord-Ouest et partout au Canada afin de protéger et de préserver les droits, les intérêts et les avantages des Gwich'in prévus par la Loi constitutionnelle, le Traité n° 11 et l'Entente sur la revendication territoriale globale des Gwich'in.

Nation métisse des Territoires du Nord-Ouest

Garry Bailey – président

- La Nation métisse des Territoires du Nord-Ouest représente les Métis autochtones de la région de South Slave, qui comprend les collectivités de Hay River, de Fort Resolution et de Fort Smith.

Premières Nations du Dehcho

Kenneth Cayen – grand chef

- Les Premières Nations du Dehcho représentent 10 Premières Nations et deux sections locales métisses dont le but est de retrouver leur indépendance en tant que nation autonome fondée sur les valeurs, les coutumes et les traditions ainsi que de veiller à ce que les générations futures bénéficient de la richesse et de la santé des peuples et des terres.

Yukon

Conseil des Premières Nations du Yukon

Peter Johnston – grand chef

- Assure le leadership et la défense des priorités communes des Premières Nations du Yukon. Cette fonction comprend la collaboration avec les gouvernements du Yukon et du Canada pour assurer la représentation et la participation aux conseils et comités territoriaux.

Secteur privé

Le secteur privé est un partenaire clé dans le Nord; il investit dans les entreprises, l'infrastructure, l'emploi et la formation, et constitue une source de recherche, de développement et d'innovation en régions froides.

Les organisations représentatives des secteurs continuent de présenter le Nord comme une région de croissance et de possibilités inexploitées, surtout dans le domaine de la mise en valeur des ressources. Le secteur privé demande souvent au gouvernement fédéral de faire preuve de leadership pour combler les lacunes en matière d'infrastructure afin de réduire les coûts d'exploitation. Les entreprises, grandes et petites, ont engagé des coûts plus élevés pendant la pandémie pour protéger les travailleurs et les collectivités tout en demeurant opérationnelles.

Voici quelques entreprises clés :

Chambre des mines des T.N.-O. et du Nunavut

Ken Armstrong – président

- Fait la promotion de l'industrie et du Nord auprès des habitants du Nord, des Canadiens et du monde en général en ce qui concerne les possibilités, les préoccupations et les enjeux de l'industrie. Elle conseille les gouvernements, les investisseurs, les médias, les établissements d'enseignement et le public sur les positions et les initiatives de l'industrie.

Chambre des mines du Yukon

Ed Pert – président

- Fait la promotion du secteur des minéraux au Yukon. Elle compte des membres d'entreprises liées à l'exploration, à la production minière, aux services et à l'approvisionnement, des entrepreneurs et des particuliers qui ont un intérêt direct ou indirect dans l'industrie minière.

Association minière du Canada

Brendan Marshall – vice-président, Affaires économiques et du Nord

- L'Association minière du Canada (AMC) est un organisme national qui représente l'industrie minière canadienne travaillant dans l'exploration, la production minière, la fusion, la semi-fabrication et l'approvisionnement. Elle fait la promotion de l'industrie à l'échelle nationale et internationale auprès des gouvernements et du public en ce qui concerne la contribution des mines à l'économie et aux produits. L'AMC comprend plus de 45 exploitants de mines de minerai de fer, d'or, de diamants, de sables bitumineux, de charbon métallurgique, de métaux communs et d'uranium, et plus de 50 membres dans les domaines du génie, de l'environnement et des finances.

Association touristique autochtone du Canada

Keith Henry – président-directeur général

- Soutient la croissance du tourisme autochtone au Canada et travaille à répondre à la demande de développement et de marketing d'expériences autochtones authentiques tout en améliorant la situation socioéconomique des peuples autochtones partout au Canada.

Chambre de commerce du Yukon

Tammy Beese – présidente

- Travaille à créer un climat propice à une économie du secteur privé solide et est une voix de premier plan du milieu des affaires du Yukon, en défendant et en représentant les intérêts des entreprises du Yukon.

Chambre de commerce des T.N.-O.

Yanik D'Aigle – président

- Représente toutes les régions des T.N.-O. et tous les secteurs de l'économie du Nord. Elle travaille en association avec un réseau de chambres communautaires à Inuvik, Norman Wells, Fort Simpson, Hay River, Thebacha et Yellowknife.

Chambre de commerce régionale de Baffin

Clarence Synard – président

- Organisation non partisane qui favorise, promeut et améliore le développement des affaires de façon responsable par des partenariats, des communications, des activités de représentation et des initiatives. Elle est l'hôte du Congrès et foire commerciale du Nunavut, une activité annuelle.

Section 4 – Programme de CanNor pour 2021-2022

Dans l’immédiat et à moyen terme

Programmes d’une durée déterminée

- Programme d’éducation de base des adultes du Nord (PEBAN) :
 - Le programme permet d’améliorer la littératie et les compétences en milieu de travail.
 - Il doit prendre fin le 31 mars 2022.
 - Il a été renouvelé en 2020; 9,76 M\$, répartis à parts égales sur deux exercices financiers, ont été accordés (ce qui comprend les montants de fonctionnement et d’entretien).
 - L’évaluation de 2021 est en cours.

Grands projets à l’étude

- Le projet Kudz Ze Kayah est un projet de mine d’argent et de zinc souterraine et à ciel ouvert située à environ 115 km au sud-est de Ross River et à 260 km à l’est de Whitehorse, au Yukon. Le projet appartient à BMC Minerals. Les activités minières devraient s’étendre sur 10 ans.
 - État : Phase de décision de l’examen de l’étude d’impact. Les organismes décisionnels fédéraux (ministère des Pêches et des Océans, Ressources naturelles Canada et gouvernement du Yukon) ont indiqué publiquement qu’ils travaillent à prendre une décision d’ici la mi-octobre 2021.
- Le projet de mine d’or Coffee est un projet de mine d’or à ciel ouvert située à environ 130 km au sud de Dawson City, au Yukon. Le projet appartient à Newmont Goldcorp. Les activités minières devraient s’étendre sur 10 ans.
 - État : Phase de décision de l’examen de l’étude d’impact. Les organismes décisionnels fédéraux (Transports Canada, Infrastructure Canada, Ressources naturelles Canada et gouvernement du Yukon) devraient prendre une décision entre la fin d’octobre 2021 et janvier 2022.
- Baffinland Iron Mines propose d’accroître la production actuelle de sa mine de fer Mary River, sur l’île de Baffin (160 km au sud-ouest de Pond Inlet, au Nunavut), de 6 à 12 millions de tonnes métriques par année (TMPA), de construire un chemin de fer pour remplacer le transport par camion du minerai entre le site minier et le port de Milne Inlet, et d’augmenter le nombre de navires (transporteurs de minerai) utilisés pour transporter le minerai de Milne Inlet.
 - État : Audiences publiques finales prévues au début de novembre 2021 concernant l’examen de l’étude d’impact. Les audiences publiques sur le projet ont été retardées, suspendues et prolongées à plusieurs reprises en raison de préoccupations techniques non résolues, du temps insuffisant accordé à certains points à l’ordre du jour et des éclosions de COVID-19 au Nunavut. Le ministre des Affaires du Nord est tenu de prendre une décision 90 jours après la recommandation du comité d’examen.

- Mine d'or Meliadine (25 km au nord de Rankin Inlet, au Nunavut) propose d'installer un ensemble de conduites d'eau pour le rejet d'effluents salins jusqu'à un point de rejet dans la baie Melvin, près de Rankin Inlet.
 - État : Phase de décision de l'examen de l'étude d'impact. L'Office d'examen des répercussions environnementales du Nunavut a recommandé l'approbation du projet. Le ministre des Affaires du Nord doit prendre une décision d'ici le 28 octobre 2021.

Contacts proposés

Le personnel de CanNor appuiera le cabinet du ministre en proposant un plan de diffusion qui peut comprendre des engagements ministériels initiaux avec des partenaires clés (p. ex. « premiers appels » selon la liste fournie à la section 3, ci-dessus), des annonces précoces ainsi qu'une liste plus exhaustive d'activités et d'engagements (une sélection de premières activités est fournie ci-dessous).

Sélection des premières activités et des premiers engagements pour une participation ministérielle possible

Conférence sommaire de l'Association for Mineral Exploration (AME)

- Cette activité aura lieu du 31 janvier au 3 février 2022 à Vancouver. Il s'agira d'un événement hybride virtuel et en personne.
- Plus de 6 500 personnes se réunissent chaque année à la conférence de l'AME afin de partager des idées novatrices, de former de nouveaux liens et de créer des solutions de collaboration concernant l'exploration et l'exploitation des minéraux. Cette événement attire des représentants du secteur de l'exploitation minière du Nord.

Association canadienne des prospecteurs et entrepreneurs (ACPE)

- Activité prévue du 7 au 10 mars 2022 à Toronto. À ce stade, on ne sait pas si l'activité sera virtuelle ou en personne.
- Réunissant plus de 25 800 participants provenant de 132 pays, l'ACPE offre des possibilités de réseautage avec la collectivité mondiale de l'exploration minière et de l'exploitation minière. Plus de 2 500 investisseurs y participent, et la conférence offre des exposés variés présentés par près de 800 conférenciers. Cette événement attire des représentants du secteur de l'exploitation minière du Nord.